

«On a tendance à faire comme si leur sexualité n'existait pas» : dans le Médoc, des ateliers pour sensibiliser les travailleurs en situation de handicap

Le «Bus en +», un dispositif pour faciliter l'accès aux soins qui se déplace en Gironde, organise des séances d'échange autour de la santé sexuelle auprès des personnes présentant une déficience intellectuelle ou un handicap psychique.



Le «Bus en +» à Cissac-Médoc, le 4 février 2025. (Céline Levain/Mirage Collectif pour Libération) par [Eva Fonteneau](#), envoyée spéciale à Cissac-Médoc (Gironde)

le 8 février 2025

«*C'est quoi faire l'amour ?*» Quelques rires gênés, des regards en coin. Puis le silence. Corinne Bacle, infirmière et conseillère conjugale au département de la Gironde, relance doucement le dialogue, imperturbable. «*Comment on sait qu'on a envie de faire l'amour ?*» interroge-t-elle en balayant la pièce du regard. Autour de la table, six jeunes femmes majeures, présentant une déficience intellectuelle, un handicap psychique ou des troubles du spectre de l'autisme, hésitent à prendre la parole. Marine, la vingtaine, se lance, le visage tourné vers le sol : «*On a des papillons dans le ventre. Le cœur qui bat vite*», sourit-elle. Chloé, 24 ans, enchaîne : «*C'est quand on fait crac crac. On a envie de son copain.*» Sa voisine éclate de rire. La glace est brisée.

Pour la première fois, ce mardi 4 février, le «Bus en +» du département girondin et ses intervenants ont été sollicités par l'Esat (Etablissement ou service d'aide par le travail) de Villambis, à Cissac-Médoc, pour parler consentement, vie affective et santé sexuelle auprès des travailleurs en situation de handicap.

Sous un soleil hivernal, un camping-car rose et blanc a débarqué en début de matinée dans la commune de 2 300 habitants, façonnée par les vignes et posée non loin de l'estuaire de la Gironde. Une centaine de travailleurs y bénéficient d'un accompagnement médicosocial et exercent un métier dans les domaines du vin, de la blanchisserie ou de l'horticulture.



Des outils pédagogiques utilisés pendant les ateliers du «Bus en +» à Cissac-Médoc, le 4 février 2025. (Céline Levain/Mirage Collectif pour Libération)

«Ceux qui ont le plus besoin d'être sensibilisés»

Au programme de la journée : des séances en groupes non mixtes, des entretiens individuels et une séance numérique dédiée à l'apprentissage de la désinformation, notamment sur les réseaux sociaux. Depuis un an et demi environ, le Bus en +, extension des Maisons départementales des solidarités – cofinancée à hauteur de 80 % par l'Union européenne – complète le maillage des services départementaux pour faciliter l'accès aux soins et aux services. De l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie à la protection maternelle infantile, en passant par le repérage des situations de violences conjugales ou intrafamiliales, le dispositif cible tout particulièrement le Médoc. Le territoire rural, enclavé, fait partie du croissant de la pauvreté dans le département.

«Ça a du sens que le service public propose ce type d'ateliers ici, pour ne pas toujours se décharger sur l'associatif. D'autant qu'ils sont nombreux à l'Esat à être en couple ou avoir des enfants», fait remarquer Mebarka Sifi, infirmière au département. «Dans l'établissement, ils ont la chance d'avoir des intervenants réguliers, mais chez les personnes âgées ou handicapées, on a plutôt tendance à faire comme si leur sexualité n'existait pas, alors qu'ils sont certainement ceux qui ont le plus besoin d'être sensibilisés, en raison de leur vulnérabilité», constate Anne Brissard, chargée de mission coordination des actions hors les murs à la PMI ados et adultes.



Groupe de discussion organisé par le «Bus en +» à Cissac-Médoc, le 4 février 2025. (Céline Levain/Mirage Collectif pour Libération)

Pendant la séance collective, Corinne Bacle dispose d'une demi-heure pour reposer les bases de la sexualité à un public à qui «elle n'est pas toujours bien expliquée» : «Il y a de nombreuses représentations et tabous à faire tomber.» Autour de la table, penchée sur le dessin d'un organe génital, une jeune femme évoque ses règles douloureuses. «Je n'ai personne à qui en parler», livre-t-elle les mains crispées sur son siège. Sa voisine décrit un rapport sexuel «qui a fait mal» : «On m'a conseillé d'imaginer que j'avais la tête dans les nuages, mais je n'y arrivais pas vraiment, alors j'ai fait l'andouille.» Pour Corinne Bacle et Clarisse Veyrieras, médecin, c'est l'occasion de déconstruire une idée très répandue : «Non, ce n'est pas normal d'avoir mal pendant un rapport sexuel.»

«La règle des trois C»

Vient la question centrale du consentement. Les intervenantes utilisent la métaphore du panier virtuel. Chacune est invitée à lancer des mots et des phrases dans un panier imaginaire afin de décrire ce qu'elles estiment être une relation sexuelle agréable. «Ne pas se sentir gênée», «être à l'aise», «avoir envie», lancent-elles, galvanisées par la dynamique du groupe. «Ce n'est pas facile de bien connaître son corps», font remarquer Floriane et Marine. «Les garçons aussi, ils parlent vraiment beaucoup de sexe. C'est pénible», signale Laura.

«S'il y a une chose que vous devez retenir, c'est la règle des trois C, déroule Corinne Bacle. Le cœur, le corps et le cerveau. C'est important que tout ça soit aligné pour que la relation soit agréable.»

Au fil des discussions, quelques visages se ferment. Les ateliers font remonter des souvenirs douloureux. *«Plus de la moitié des jeunes femmes m'ont rapporté avoir été [victimes de violences sexuelles, notamment incestueuses](#). Rien de surprenant malheureusement»,* se désole Anne Brissard. Selon les [chiffres publiés par l'Ifop](#) fin 2022, 16 % des femmes en situation de handicap déclaraient avoir été victimes de viol, soit près d'une sur cinq (contre 9 % pour l'ensemble des femmes) et 23 % rapportent avoir subi des violences conjugales (15 % pour l'ensemble des femmes). La double peine.

«C'est pour cette raison que nous proposons aussi des ateliers individuels l'après-midi. C'est un espace de confiance où les participants peuvent se livrer davantage. On en profite pour leur rappeler l'existence du Centre de santé sexuelle de Lesparre-Médoc. On les informe sur le dépistage, la contraception...» détaille Mebarka Sifi. *«Le groupe des hommes aura été moins loquace aujourd'hui mais ce n'est pas pour autant qu'ils sont épargnés, rappelle Corinne Bacle. On reviendra. Il y a encore du chemin à faire si on veut tisser de vrais liens de confiance.»*